

J'interpelle Monsieur le Ministre de l'Education Nationale par question écrite, il est temps que les parents, les enseignants, les élus, se mobilisent pour empêcher ce grand gâchis ! Voici cette question :

« Monsieur Hervé Féron interpelle Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, sur la grande inquiétude qui est la sienne quant aux nouvelles suppressions de postes annoncées dans l'Education Nationale, et plus particulièrement en Meurthe-et-Moselle. En effet, après les 65.000 postes déjà supprimés en France depuis 2007 dans l'Education Nationale, c'est une véritable saignée qui est mise en œuvre. La CAPD (Commission Académique Paritaire Départementale), réunie ce 10 janvier, a confirmé la terrible lettre de mission de l'Inspecteur d'Académie, qui devra rendre en Meurthe-et-Moselle 96 postes de plus uniquement pour le premier degré ! Il est expliqué aux enseignants que la priorité dans les suppressions de postes ira vers les « enseignants n'ayant pas de classe », c'est-à-dire les remplaçants, les RASED, les enseignants qui font de la formation continue...

On a là l'impression au moins d'une double peine, puisque en désignant ces enseignants de la sorte, on laisse à penser qu'ils travailleraient moins que les autres, qu'ils seraient plus inutiles. Cela discrédite une fois de plus le beau métier d'enseignant. Par ailleurs, il y a chez ces enseignants un climat d'insécurité qui règne en permanence. L'Ecole Publique a besoin de remplaçants, a besoin de maîtres d'adaptation ou de rééducateurs pour soutenir très largement les enfants face à leurs difficultés, elle a besoin aussi de formation continue.

Sur la circonscription de Saint-Max, où la ville de Tomblaine du député est située, sur treize postes de RASED, sept postes sont aujourd'hui menacés ! A Tomblaine, sur quatre de ces postes de RASED, une rééducatrice partira en retraite et ne sera pas remplacée ; sur les trois autres postes, deux postes de maîtresses d'adaptation sont menacés. Monsieur le Ministre a affirmé, confirmé à plusieurs reprises, devant la représentation nationale, que les RASED ne seraient pas remis en cause. Or, Monsieur le Ministre le sait très bien, il n'y a plus de formation pour les intervenants des RASED, et la situation que Monsieur le Député décrit sur la Meurthe-et-Moselle, sur la circonscription de Saint-Max, et plus précisément à Tomblaine, est une remise en cause complète des RASED. Monsieur le Député demande à Monsieur le Ministre de tenir ses promesses par rapport aux RASED. Il demande à ce que cesse le démantèlement de l'Ecole Publique. »